

Soutien des défenseuses autochtones des droits humains au Guatemala Organisation ACOGUATE



Malgré la succession, depuis 1986, de deux présidents civils à la tête du Guatemala et malgré la signature de traités de paix, la situation sociale reste très instable au Guatemala. Le pays se trouve dans une situation post-confliktuelle où impunité et actes de violence sont monnaie courante. Le nombre de décès par jour est même plus élevé que durant le conflit armé.

Les femmes sont considérées comme étant la propriété des hommes. Ce sont les hommes qui prennent les décisions. Les femmes se retrouvent triplement discriminées : en tant que femme d'une part, en tant qu'autochtone d'autre part, mais aussi en tant que personnes vivant dans la pauvreté. Seule la formation, aussi au niveau linguistique et culturel, leur permettra d'accéder au marché du travail.

C'est là qu'entre en jeu le travail de Peace Watch Switzerland dont le mot d'ordre est VOIR ET ÊTRE VUS.

Son travail consiste en l'observation et l'accompagnement : sont observés le quotidien, les faits marquants et les processus. Sont accompagnés les défenseuses des droits humains, les groupes ou les personnes qui ont besoin d'un accompagnement international pour leur protection personnelle ou pour renforcer leur position dans les contacts avec les pouvoirs publics ou dans le cadre de négociations. Les rapports des observatrices ont pour rôle d'informer sur les conditions de vie des femmes et des hommes dans les régions de conflit et de soutenir le travail effectué sur place. Il est ainsi possible d'exercer une certaine

pression sur les parties impliquées dans le conflit violant les droits humains.



Les observatrices œuvrent dans le respect des lois de non ingérence, d'impartialité et de respect des lois nationales.

Garantir la sécurité et les droits de la population civile est primordial et peut être soutenu grâce à des actions de promotion de la paix et de gestion pacifique des conflits.

ACOGUATE accompagne actuellement 273 observateurs et observatrices des droits humains, dont 104 femmes et 22 organisations, réparties dans plus de 13 départements du pays.